

Clarté

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

Juillet - Aout 2021 - numéro 41

Éditorial : centenaire, élections, Cuba

Le 28 mai dernier, le Parti communiste célébrait son 100^e anniversaire. Un jour plus tard, à Montréal, malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID19, les militant-es, alliés et amis de différentes organisations dont le Parti communiste syrien unifié, le Parti communiste chilien, celui de l'Uruguay ont tenu à être présents pour l'occasion et se sont rassemblés au pied de la statue de Norman Bethune. La Consule générale de Cuba, tout comme une équipe de télévision sino-québécoise ont également fait le déplacement.

Célébrer les cent ans du Parti communiste n'est pas une mince affaire. C'est célébrer avant tout une victoire importante sur cette classe dirigeante qui a essayé de nous illégaliser à plusieurs reprises et qui continue, par des voies détournées, à vouloir nous lamener. C'est aussi une victoire contre les "gauchistes" qui, à plusieurs reprises, ont pensé pouvoir se substituer aux communistes (ce qui aurait fait l'affaire de la bourgeoisie), mais nous sommes ceux qui, aujourd'hui, célébrons notre centenaire, pas eux.

Célébrer 100 ans de luttes et de sacrifices pour le socialisme, c'est célébrer notre stratégie pour l'édification du socialisme au Canada : l'unité des masses populaires et laborieuses dans le but de créer une alliance anti-impérialiste et anti-monopoliste. C'est se rappeler de Norman Béthune et de son rôle personnel comme celui du Parti tout entier dans la défense de la République espagnole contre le Fascisme, lutte qu'il mènera jusqu'en Chine tandis que notre Parti n'a pas hésité à se mobiliser contre le nazisme et à porter cette même lutte en Europe. Cent ans du Parti communiste, ce sont 100 ans de luttes syndicales qui sont à l'origine de la plupart des conquêtes sociales dont nous bénéficions aujourd'hui. Le parti communiste, c'est aussi le parti de l'internationalisme prolétarien, de la lutte des peuples contre leur ennemi commun, l'impérialisme (canadien entre autres). Les communistes ont également été, à plusieurs reprises, à l'avant-garde des différentes luttes démocratiques (mouvement des femmes, question nationale ou mouvement anti-raciste), comprenant l'importance de celles-ci pour garantir l'unité de la classe ouvrière. Même si le Parti communiste reste le plus vieux parti politique au pays après le Parti libéral, il reste que par ses idées, il représente le parti le plus jeune du spectre politique. Paul Vaillant-Couturier n'affirmait-il pas que "le communisme est la jeunesse du monde"? Justement, le Parti communiste, demeure le seul qui, pour la première fois dans l'Histoire, se fait garant de la libération exclusive des seuls exploités.

Au moment de mettre sous presse, le déclenchement des élections fédérales est imminent. Ces élections ne seront qu'un jeu de dupes où, plutôt que de reposer sur des enjeux démocratiques, elles seront l'occasion pour les partis bourgeois de livrer une guerre de position et d'occulter l'enjeu le plus important qui guette la classe ouvrière : la crise structurelle du capitalisme dont la COVID19 est le catalyseur. En effet, n'oublions jamais que le succès du



capitalisme n'a rien à voir avec sa capacité à s'extraire de crises, mais plutôt à en faire porter le fardeau à la classe ouvrière.

Ainsi, les Libéraux présentement minoritaires ne cherchent qu'à remporter une majorité de sorte qu'ils puissent avoir les coudées franches pour imposer leur cure d'austérité (si réclamée par les Conservateurs, d'ailleurs). De son côté, la curie d'Erin O'Toole ne fait pas que presser les Libéraux à droite : elle tente d'attirer dans son sillage une franche des éléments les plus réactionnaires du capitalisme monopoliste.

Le NPD quant à lui rêve de remplacer les Libéraux en tant que parti privilégié de la bourgeoisie modérée (à l'image des partis socialistes en Allemagne, France, Espagne ou Grèce) tandis que le Bloc continue dans sa surenchère nationaliste où, même si sur certains plans, il défend des positions progressistes, il n'hésite pas à s'allier avec la droite et le patronat. Quant au Parti vert, au-delà des querelles internes qui certes signalent un manque de cohésion flagrant, il ne s'agit que d'un parti qui tente d'affubler le capitalisme d'un masque vert tout en visant à une recomposition de la social-démocratie autour des enjeux environnementaux.

Quant à l'extrême-droite, elle sera certainement présente lors de ce scrutin, soit en filigrane, soit frontalement. En effet, les 18 mois de pandémie ont permis aux forces les plus réactionnaires de se consolider autour d'un discours anti-scientifique et pseudo-radical où l'on nie l'existence même de la pandémie de COVID19, où l'on conspuie les mesures sanitaires, mais où à aucun moment on n'aborde la question de la casse du service public de santé comme facteur de diffusion du virus, où l'on fait abstraction du fait que ce sont les classes populaires qui en premier ont été victimes de ce virus et où l'on estime que sans ces mesures sanitaires, l'économie irait au meilleur. Ce genre de position que défendent les partisans de Maxime Bernier et d'autres prétendus anti-système ne conforte

en fait que les plus fiers représentants du capitalisme.

Dans ce contexte, il s'agit de faire le choix de la lutte. Évidemment, la lutte dans la rue ne suffit pas tant que celle-ci n'est pas prolongée politiquement. C'est pourquoi le renforcement du Parti communiste tant en termes de membres qu'en termes de votes représente l'issue la plus favorable à ce scrutin. Avec un Parti communiste renforcé, les masses seront mieux outillées dans leurs luttes quotidiennes tandis que la bourgeoisie se verra ébranlée dans ses fondements beaucoup plus qu'avec un gouvernement NPD. Ne serait-ce qu'un candidat communiste ferait plus de différence que n'importe quelle autre opposition possible. L'Histoire nous l'a prouvé avec Fred Rose.

Pour toute personne de progrès qui lutte contre l'impérialisme, pour la paix et la transformation sociale, la défense de la Révolution cubaine, du socialisme à Cuba doit être une priorité. Les récents événements du 11 juillet dernier suffisent à nous rappeler à quel point malgré une profession de foi formulée par 184 pays contre le Blocus criminel imposé par les États-Unis depuis 60 ans, une grande partie de la défense de Cuba socialiste passe par nos actions militantes, seules capables de forcer nos gouvernements à réellement assumer leurs responsabilités - même si le Canada a toujours maintenu des liens relativement cordiaux avec Cuba, il ne s'est jamais aventuré à dénoncer le Blocus officiellement.

La défense de Cuba socialiste signifie plus que la défense de la souveraineté de n'importe quel autre pays. En effet, Cuba est le seul pays socialiste d'Amérique. Par conséquent, il s'agit de défendre le socialisme. Osons même nous aventurer un peu plus loin : défendre Cuba, c'est aussi défendre la démocratie contre le fascisme, car l'anticommunisme est toujours prélude au fascisme.

Non à la censure des communistes en Allemagne !

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada, juillet 2021

Le Parti communiste du Canada exprime son entière solidarité envers le Parti communiste allemand (DKP) et condamne sans réserve la décision du Directeur fédéral des élections (*Bundeswahlleiter*) d'empêcher les communistes allemands de se présenter aux élections fédérales du 26 septembre et la possibilité de révocation du statut de parti politique au DKP.

Officiellement motivée par une décision bureaucratique selon laquelle le DKP n'aurait pas été en mesure de déposer ses états financiers à temps, cette décision est en fait purement politique. D'ailleurs, le DKP avait, dès mai 2020, reçu une lettre officielle des autorités selon laquelle les conditions nécessaires étaient remplies pour cette participation. Recevoir une lettre affirmant le contraire et menaçant le retrait du statut de parti politique à la 11^e heure ne peut être perçu que comme une provocation politique.

Cette tentative ne peut être extraite du contexte global marqué par une exacerbation de la crise capitaliste, la fuite en avant de l'impérialisme et la montée de l'extrême-droite. Elle ne peut non plus être extraite du contexte où l'anticommunisme devient le dogme de l'Union européenne du capital tel qu'attesté par la motion de septembre 2019 visant à réécrire l'histoire en assimilant fascisme et communisme. En ce sens, la tentative d'interdiction du DKP, comme l'interdiction de la KSM (jeunesse communiste) en République Tchèque il y a quelques années, puis celle des Partis communistes dans les pays baltes, en Pologne et en Ukraine notamment, font le lit des partis d'extrême-droite comme l'AfD (qui compte présentement 89 députés au Bundestag, ce qui en fait le premier parti néonazi représenté depuis 1945). Il s'agit là d'un danger important pour tous ceux et celles qui ont à cœur la démocratie et le progrès social.

Le Parti communiste du Canada ne connaît que trop bien ces tentatives pernicieuses visant à censurer les communistes. Pour en avoir triomphé en 2003 à l'issue d'une importante bataille judiciaire mais aussi populaire, nous sommes confiants que le DKP saura également ressortir vainqueur et renforcé de cette tentative de censure des idées de progrès et de transformation sociale.

Nous nous engageons, au mieux de nos capacités, à nous mobiliser en solidarité avec nos camarades allemands et à engager dans cette lutte toute personne qui a à cœur la démocratie, car devant une telle tentative, aucune par-tisanerie n'a sa place.

Classe contre classe :
Congrès du CTC
Négos du secteur public
Exceldor
p. 2-3

Centenaire du PCC :
100 ans et 10 communistes
Poing artistique

p. 4-5

Solidarité internationale :
Cuba, Colombie, Haïti...

p. 6-7

Idéologie :
Tim Buck et la caractérisation du
Canada

p. 8

Classe contre classe

Le Congrès du travail du Canada et la direction du mouvement ouvrier

Du 15 au 19 juin dernier, près de 4000 délégué.e.s ont assisté à la première édition virtuelle du Congrès du travail du Canada (CTC). Avec moins de 15 heures pour boucler l'exercice, les dirigeants syndicaux et les délégués ont dû faire preuve de réactivité pour convaincre l'assemblée et défendre leur vision. Ironiquement, les points saillants du congrès ne sont pas les amendements ou les discours mais plutôt les dynamiques et les débats.

Les amendements constitutionnels les plus néfastes, présentés par les grands syndicats, ont été systématiquement défaits ou rejetés pour vice de procédure. Ce résultat est en grande partie grâce à la mobilisation du Groupe d'action et des directions de conseils locaux au sein de la délégation du congrès. Certains amendements décriés auraient réduit de plusieurs milliers de membres la délégation du prochain Congrès et enlevés aux conseils locaux la liberté de choisir démocratiquement leurs délégué.e.s. Ces résolutions auraient permis aux bureaux nationaux des grands syndicats d'exercer un contrôle accru sur le Congrès.

La syndicaliste Carol Wall, candidate à la course à la présidence du CTC en 2005, s'est farouchement opposée à la tentative infructueuse des instances syndicales nationales d'imposer leurs visées centralisatrices et antidémocratiques au détriment des instances de proximité.

Wall a également soulevé « qu'un contrôle accru et la centralisation dans les mains des instances nationales accroît le désengagement et le départ des militant.e.s de leurs syndicats locaux vers le mouvement communautaire ». Elle a rappelé que les travailleuses et travailleurs « ont besoin d'un vrai débat sur la question lors du Congrès ».

Cet enjeu est également d'une grande importance pour le Groupe d'action qui défend clairement, depuis ses débuts, la démocratie syndicale dans une perspective de classe.

La tenue du congrès sur une plateforme virtuelle a causé plusieurs inconvénients importants. Impossible pour les délégué.e.s de se regrouper pour discuter durant les pauses ou en soirée. Cet isolement a eu un effet sur la trame générale du congrès en dissipant les débats et en laissant peu de temps aux délégués pour réagir et former une défense cohérente. Les documents d'orientation du congrès se concentraient principalement sur le lobbyisme

parlementaire et l'électorisme. Nos « gains », qui consistaient à empêcher l'érosion démocratique du congrès, se sont révélés d'autant plus pertinents.

On a aussi assisté à une fracture au sein de la droite du congrès. D'une part, il y avait un effort pour ramener les grands syndicats dans le giron du NPD et de l'autre de rapprocher le Congrès du gouvernement libéral. La première tendance dominait les candidatures de l'Équipe Ensemble CTC, qui a pressé les délégué.e.s d'appuyer une stratégie qui mettait de l'avant des gains électoraux pour le NPD. L'autre tendance, constituée de syndicats se disant « non-partisan » a contribué au rapprochement entre le CTC et le gouvernement durant le dernier mandat. Ce groupe, dont faisait partie le président sortant Hassan Yussuff, s'est afféré durant tout le dernier mandat à entretenir des liens avec Justin Trudeau.

Même si les deux tendances semblent poursuivre des objectifs opposés, on réalise rapidement qu'il s'agit des deux faces d'une même médaille. D'un côté, un NPD toujours plus à droite et de l'autre des sociaux-démocrates subordonnés au gouvernement libéral.

L'équipe Labour Forward, opposée à l'Équipe Ensemble CTC durant le congrès, s'est constituée autour d'un petit noyau de militants défendant des positions rhétoriques de gauche sans réelle stratégie. Leur appel pour que le CTC adopte une ligne d'appui à la grève de masse a réussi à attirer certain.e.s délégué.e.s qui recherchaient une alternative à la droite. Toutefois, leur approche étroite, qui les a amenés à s'opposer à une motion contre l'islamophobie « parce qu'elle n'allait pas suffisamment loin », les a exposés pour ce qu'ils sont ; beaucoup de bruits et pas de résultats. L'alliance entre Labour Forward et Ensemble CTC pour appuyer le NPD lors de résolutions importantes n'a fait que les décrédibiliser en tant qu'alternative.

Nous devons constituer une vraie alternative qui s'oppose à la rhétorique vide et proposer un véritable plan, un travail de mobilisation et de coalition concret pour organiser une riposte syndicale indépendante.

Plusieurs résolutions présentées au congrès étaient l'occasion pour les délégué.e.s de se prononcer sur des enjeux cruciaux. Parmi ceux-ci, on compte la syndicalisation des travailleurs précaires, le soutien aux luttes

autochtones, des politiques contre les changements climatiques et la défense des minorités contre la haine et la bigoterie. Plusieurs de ces résolutions se sont malheureusement perdues dans des conjectures et les amalgames de directives contradictoires. Ces résolutions risquent de ne jamais être considérées par la nouvelle direction du CTC. Il y a aussi l'exemple d'une résolution adoptée par le Conseil canadien du CTC pour condamner les bombardements à Gaza et défendre les droits des Palestiniens, qui s'est perdue et qui n'a jamais été présentée au Congrès.

La tension a atteint son comble lors des débats entourant l'opposition totale aux conservateurs et de réaffirmer le soutien exclusif du CTC au NPD. Ces deux résolutions étaient considérées comme prioritaires sur les 102 autres résolutions générales. La motion de soutien au NPD a été adoptée au terme du débat. Toutefois, plus de 1000 délégué.e.s s'y sont opposés, ce qui est loin de donner carte blanche au parti au sein du CTC. Il est clair qu'un très grand nombre de travailleurs et travailleuses s'attendent à ce que le NPD gagne le soutien des syndicats en mettant de l'avant des politiques progressistes. La nouvelle direction du CTC doit en prendre note et agir en conséquence.

Pendant de nombreuses années, le Parti communiste a lutté pour que le CTC poursuive une politique indépendante. Cette indépendance, mise au service des intérêts des travailleurs et travailleuses, permettrait au Congrès de diriger ses propres luttes économiques et sociales, plutôt que de s'en remettre sans cesse aux promesses électorales des partis politiques. Ainsi, toute l'organisation pourrait bénéficier d'une plus grande proximité avec sa base militante et une meilleure intégration des enjeux locaux et communautaires à la lutte syndicale.

Le CTC pourrait consacrer ses ressources financières et humaines considérables aux Conseils régionaux et aux projets communautaires. Il pourrait renoncer aux coûteuses campagnes de marketing et réorienter ces ressources vers un meilleur soutien à la formation des militants et militantes syndicales. Au lieu de mobiliser pour faire pression sur le Parlement fois par an ou faire du porte-à-porte pour un parti politique, le CTC pourrait mobiliser les militant.e.s en soutien à leurs communautés. Il pourrait faciliter la syndicalisation en faisant la promotion des avantages et en ap-

puyant à l'aide de moyen technique de pointe les campagnes de syndicalisation. Il pourrait faire la médiation de conflits intersyndicaux. Lors des congrès des fédérations et des syndicats affiliés partout au Canada, les dirigeants locaux ont demandé que les organisations syndicales soutiennent des activités de mobilisation pour répondre au regain d'intérêt pour la syndicalisation.

Par manque de temps, plusieurs points de vue alternatifs n'ont pas pu être entendus lors du Congrès. Heureusement, plusieurs délégués ont pu influencer les discussions. La direction droitiste du CTC s'oppose depuis longtemps à toute « ingérence » des militant.e.s lors des congrès, mais elle n'a jamais pu complètement faire complète obstruction. Ce congrès n'était pas différent dans la mesure où la résistance était au rendez-vous.

Les travailleuses et les travailleurs ont deux ans pour se préparer au prochain congrès. Nous sommes présentement dans un contexte de chômage massif, de crise, mais aussi de riposte grandissante. Alors que le nouveau leadership du CTC tentera d'imprégner l'organisation de son opportunisme et de son réformisme social-démocrate, il est certain qu'il rencontrera une résistance accrue. Le congrès de 2021 nous a montré que les travailleuses et les travailleurs veulent d'un Congrès du travail visionnaire, militant et qui est à la hauteur des enjeux auxquels ils sont confrontés. Pour réussir, nous devons mettre la main à la pâte, laisser derrière la rhétorique vide et cesser de sous-traiter la mobilisation au NPD. C'est un défi pour le Groupe d'action et tous les progressistes qui souhaitent continuer la lutte au sein du CTC.

Le début de l'été 2021 a été assez chargé pour le mouvement syndical et ouvrier au Québec. Nous avons déjà eu droit à une loi spéciale mettant fin à la grève des débardeurs du Port de Montréal et au chantage patronal de la CAQ visant les négociations du secteur public. Pourtant, un simple abattoir de volaille a attiré une attention particulière dans les médias et au sommet du gouvernement provincial.

Pour en finir avec la précarité : non aux agences d'intérim!

Le 9 juin dernier, les actionnaires de Dollarama tenaient leur assemblée annuelle. À cette occasion, 21% des actionnaires préoccupés par les conditions de travail dans les entrepôts de l'entreprise notamment à cause du recours aux agences de placement, ont appuyé une résolution proposée par le Syndicat des employé-es du gouvernement et de services de la Colombie-Britannique. Cette résolution demande que « Dollarama prépare un rapport présentant comment la compagnie évalue et réduit les risques pour les droits de la personne découlant de son recours à des agences de placement tierces en vue de combler ses besoins en personnel dans les entrepôts et centres de distribution ».

À cette occasion, le Centre des travailleur-euses immigrants ainsi que l'Association des travailleur-euses d'agences de placement ont organisé un rassemblement à proximité de l'entrepôt de Dollarama situé à Ville Mont-Royal. Le Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) s'est joint à l'appel et a souligné les points suivants.

Au Québec, environ 42 000 travailleur-euses sont employés par les quelques 503 agences d'intérim recensées sur le territoire. Celles-ci se partagent un revenu d'environ 1,4 milliard de dollars. Un rapide calcul nous permet de constater que pour les salarié-es, il s'agit d'un véritable vol de 32 900\$ par année. En effet, le revenu de ces agences parasites est basé exclusivement sur la différence entre le prix de « location » de la main d'œuvre à une entreprise et la rémunération de celle-ci.

Outre les salaires de misère, les agences de placement signifient précarité perpétuelle pour les tra-

vailleuses. Elles sont également synonyme de vulnérabilité et de danger au travail puisque souvent, les travailleur-euses sont amenés à accomplir des tâches pour lesquelles ils ne sont pas adéquatement formés ni équipés. Ce danger risque d'être accru alors que le projet de loi 59 est dans les cartons et semble faire partie des priorités du gouvernement.

Pour les patrons, elles sont synonyme de flexibilité et permettent d'employer une main d'œuvre sur une base temporaire selon les carnets de commande.

Elles sont également un rempart efficace contre l'organisation des lieux de travail et les tentatives de grève puisqu'elles jettent un flou quant à la chaîne de commande. Les employé-es sont-ils redevables à l'agence, leur employeur, ou aux contremaîtres ou autres responsables sur le lieu où s'exerce le travail? Cette ambiguïté rend plus compliquée toute réclamation auprès de leur employeur (contrôle des heures supplémentaires, accidents de travail, etc.) tandis que pour ce dernier, elle permet de jouer avec les limites et les zones grises des normes du travail.

De plus, elles renforcent la mise en concurrence des travailleur-euses entre eux et elles puisque dans une même entreprise, différentes agences peuvent fournir de la main d'œuvre, parfois en plus de salarié-es de l'entreprise. Cette concurrence permet également de faire pression à la baisse sur les salaires en général.

Contrairement à ce que leur nom semble indiquer, bien souvent, ces agences ne sont pas si temporaires qu'on pourrait le croire. De nombreux témoignages soulèvent le fait que des tra-

vailleuses sont employés pendant plusieurs mois, voire plus d'un an à travers ces agences et ce, à temps complet dans une même entreprise, sans jamais en être officiellement salariés. La seule différence avec un salarié « régulier » de cette entreprise est l'absence d'ancienneté, de bénéfices, la non-protection par les conventions collectives si elles existent, le risque accru de blessures et lésions professionnelles et la crainte quotidienne de voir son contrat terminé du jour au lendemain.

Seul le patronat profite de ces agences de surexploitation dignes d'un autre temps. Les travailleur-euses n'ont pas à subir une telle précarité d'emploi. L'économie québécoise est assez développée pour permettre à tous et toutes d'occuper un emploi stable, à temps complet, avec des conditions et des salaires décentes, y compris avec un départ en retraite à 60 ans et avec des pensions viables.

Alors que l'on commence à émerger de la crise sanitaire, nous devons garder à l'esprit que le patronat ne perd jamais l'occasion de profiter des crises et ralentissements économiques pour faire porter le fardeau de leur propre exploitation aux travailleur-euses. En conséquence, il ne serait pas étonnant de voir que la soi-disant reprise économique post-COVID soit marquée par l'accroissement de la précarité d'emploi et le renforcement du travail d'agences.

Plus que jamais, il est temps de se mobiliser pour en finir avec ces agences de misère et de précarité. Dans la perspective de les abolir, nous devons lutter pour que des législations contraignantes

soient adoptées afin de rendre plus difficile la création d'agences de placement et poser des obstacles au recours systématiques à celles-ci. Sur les lieux de travail syndiqués, les conventions collectives doivent systématiquement interdire le recours au travail temporaire à travers des agences d'intérim.

De façon plus fondamentale, le mouvement syndical doit se mobiliser contre ces agences et faire de l'organisation des travailleur-euses employés sous ce régime de précarité perpétuelle une priorité.

Clarté

Clarté est l'organe central du Parti communiste du Québec (PCQ-PCC)

Imprimé chez Hebdo-Litho

Collaboration : M. Breton Fontaine, J.P. Fortin, S. Doucet, A. Courtois, N. Raymond et A. Welsh.

Commentaires et lettres à l'éditeur:

Rédacteur en chef: Adrien Welsh, 5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal, H2V 4G9, pcqpcq@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureux de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

Classe contre classe

Négos du secteur public : vers un front commun en 2023

Alors que seules quelques ententes de principes sectorielles restent à ratifier avant de conclure cette ronde de négociations du secteur public initiée au printemps 2020, le Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) reconnaît la détermination des syndicats et des travailleur-euses dans le cadre de cette lutte importante pour la classe ouvrière du Québec marquée par un contexte particulièrement hostile dû à plus de 15 mois de pandémie de COVID19.

À la pandémie, nous devons ajouter l'intransigeance du gouvernement Legault qui, au cours des 40 rondes de négociations tenues entre décembre 2019 et mai 2021 n'a eu de cesse de présenter à peu de choses près, les mêmes propositions n'offrant rien de mieux aux travailleur-euses du secteur public qu'une paupérisation perpétuelle avec des hausses loin d'atteindre les taux d'inflations prévus par la Banque du Canada pour la période de 2020 – 2023. Ce gouvernement, dans une tentative de lier la population contre les syndicats s'est même engagé dans une campagne de désinformation faisant croire que les propositions patronales s'élevaient à 8% sur trois ans alors qu'il s'agissait plutôt de 5% – le reste n'étant que des ajustements liés notamment à la performance économique du Québec, donc incertain. Le 2 mai dernier, invoquant la « capacité de payer des Québécois-es », François Legault lui-même a enjoint les syndicats à accélérer les rondes de négociations.

Confrontés à un mur, les syndicats se sont dotés de mandats de grève clairs. C'est ainsi que la FSE-CSQ a obtenu de ses 73 000 membres 5 jours de grève. La FNEEQ-CSN et la FSSS-CSN ont également obtenu des mandats clairs tandis que l'APTS, qui représente 60 000 salarié-es, a fait grève durant quatre jours au mois de juin. La FAE également s'est dotée de mandats de grève générale illimitée. À l'issue de l'annonce du 2 mai, les syndicats représentant la majorité des salarié-es du secteur public ont publié une déclaration commune rejetant les propositions patronales et ont fait savoir qu'elles étaient déterminées à poursuivre la lutte.

Dans cette situation et compte-tenu de l'aversion à peine voilée de François Legault et de son gouvernement envers les syndicats, on aurait pu s'attendre à un bras de fer intense et les 500 000 travailleur-euses du secteur public, voire à un retour au travail forcé par une loi spéciale et selon

Les porcs avant les salarié-es à l'usine du Breton

Alex C

Je suis né au Bas-St-Laurent. Ma région est pour moi une source de fierté comme pour de nombreux autres résidents j'en suis persuadé. Je salue le courage des travailleurs d'hier à aujourd'hui qui ont su bâtir des milieux de vie de qualité pour eux-mêmes, mais aussi pour les générations futures.

Malheureusement, en ces temps de pandémie, on peut encore s'apercevoir que pour le capitaliste, sa main-d'œuvre représente une commodité comme les autres qui peut être remplacée à volonté.

C'est le cas de l'usine de Viandes du Breton de Rivière-du-Loup.

Bien avant l'arrivée au Québec de la COVID 19, les relations de travail étaient très difficiles et les syndicats devaient intervenir régulièrement afin de défendre ses membres. Ils ont dû entre autre intervenir pour permettre aux employé-es d'avoir assez de temps pour aller aux toilettes. La tendance de Viandes du Breton à être arrogant ne date donc pas d'hier. «On dirait que cet employeur a plus à cœur le bien-être de ses cochons que celui de ses employé-es», a lancé le syndicat résumant ainsi l'attitude de Viandes du Breton. La direction de Viandes du Breton a annulé plusieurs comités de relations de travail et comités de griefs.

Mais c'est en février de cette année que la situation a commencé à dégénérer. L'usine a été frappé par une épidémie de corona virus. Il faut dire que malgré la pandémie, l'entreprise avait maintenu à l'emploi de travailleurs issus d'agences de placement et donc provenant de l'extérieur de la région, par qui le virus s'est introduit. La violation des droits des travailleurs à la santé et la sécurité a par-contre connu son apogée au mois de mai. La CNESST a été mise au courant de cette épidémie le 4 mai dernier. En tout, sur 500 employés, on rapporte 84 personnes qui ont attrapé le virus. De plus, 85 employés se sont retrouvés en isolement. Il précise que ces chiffres excluent la contamination des familles et des proches des travailleurs. Selon le président du syndicat, Yannick Morin, il existait un climat de terreur parmi les 500 travailleurs. D'ailleurs, le syndicat souhaitait la fermeture de l'usine depuis lundi, mais cette demande lui avait été initialement refusée.

«Il faut que quelqu'un intervienne puis ça presse parce qu'il y a des cas positifs à l'usine. Mais ce n'est pas juste à l'usine. Je connais des membres syndiqués de l'usine, dont la famille est infectée, leur bébé, leurs enfants, leur femme. C'est un manque de considération, de respect, de transparence», soutient-il avec colère.

Voilà maintenant le comble du mépris pour la vie humaine de la part des dirigeants de l'entreprise, on a appris que Viandes du Breton avait reçu des tests rapides du ministère de la Santé du Québec au tout début de l'épidémie fulgurante qui a forcé sa fermeture, le 13 mai, sauf que l'entreprise ne les a pas utilisés. Les tests rapides avaient été remis à l'usine « fin avril », a révélé le CISSS du Bas-Saint-Laurent jeudi en fin de journée.

Exploitation des travailleurs étrangers

L'employeur à conserver toute l'information concernant les cas positifs à la COVID-19 pour éviter de payer les gens absents à cause du virus. Ainsi, de nombreux travailleurs étrangers provenant du Guatemala, étaient sans revenu depuis des semaines.

«Ils n'avaient plus d'argent pour leur épicerie, l'employeur a refusé de les aider financièrement et les a plutôt redirigés vers les banques alimentaires. En 2021, au Québec, c'est pas mal gênant...», a renchéri Nancy Legendre, présidente du Conseil central du Bas-Saint-Laurent-CSN. «Les demandes de prestations auraient dû être remplies dès le début des absences pour maladie ou confinement. Ils ne parlent pas français ni anglais, l'employeur aurait dû les accompagner dès le début. C'est sa responsabilité d'informer adéquatement ses travailleurs de leurs recours», a ajouté Yannick Morin.

les conditions dictées par le patronat.

Or, à partir du 2 mai et de l'annonce du gouvernement, les offres patronales ont commencé à être plus avantageuses pour les travailleur-euses à un point tel que des ententes de principe ont commencé à être signées. Parmi celles-ci, soulignons celle convenue dans la nuit du 27 au 28 mai entre la FTQ et l'employeur. À l'issue de cette table de négociations, la partie syndicale avait obtenu 2% d'augmentations par année en plus de 1,5 à 4% d'augmentation afin de réduire l'écart salarial (une augmentation plus élevée pour les bas salaires que les plus élevés). De source syndicale, cette entente est l'une des plus avantageuses depuis 30 ans.

Serait-ce que Legault est devenu pro-syndicats du jour au lendemain? Certainement pas!

D'emblée, il faut remettre le tout en contexte. Alors que la pandémie a révélé à la fois le piteux état de nos services publics, le manque de personnel et les conditions de travail accablantes dans le secteur public, il aurait été politiquement coûteux pour la CAQ de s'engager dans un conflit de travail à un peu plus d'un an des prochaines élections. Devant la détermination des syndicats à se mettre en grève – et devant le haut taux d'approbation syndiqué-es aux mandats de grève (autour de 90%) – Legault et son gouvernement en ont conclu qu'acheter la paix sociale serait la meilleure option.

Soulignons par ailleurs que ces ententes, même si elles sont plus avantageuses que ce que le gouvernement a pu proposer jusqu'à présent, sont loin de satisfaire les besoins et de la population et des travailleur-euses du secteur public. Elles sont loin de s'inscrire dans une perspective d'issue populaire à la crise du capitalisme que nous traversons ni même de permettre une augmentation considérable des conditions de travail des travailleur-euses du secteur public. Autrement dit, pour les trois ans à venir, les syndicats ont su « sauver les meubles ».

En fin politicien, Legault a également su tirer profit du contexte syndical actuel. En effet, non seulement les différentes centrales n'ont pas été en mesure de former un front commun au cours des négociations, mais ces négociations sont les premières depuis la « réforme Barrette » qui avait complètement déstructuré le réseau de la santé et remanié la carte syndicale. En conséquence, la CSN, reconnue pour des positions généralement

plus combatives, y a perdu du terrain au profit d'autres centrales. Legault en a donc profité pour isoler les centrales les plus à gauche et identifier lesquelles seront ses interlocutrices de préférence dans une optique de faire des syndicats un « partenaire social » et non une force de résistance.

Ceci s'inscrit d'ailleurs dans un projet politique de transformation du Québec à long terme. Au centre de ce projet figure la destruction de toutes les conquêtes sociales et démocratiques qui ont permis aux travailleur-euses et aux masses laborieuses du Québec d'améliorer leurs conditions au profit d'un modèle néolibéral où le gouvernement dirige comme un patron « runne sa business ». C'est ainsi que ce même gouvernement est à l'origine de la Loi 40 qui abolit les Commissions scolaires pour les remplacer par des structures similaires (mais sans la démocratie locale), qui s'attaque à la santé et à la sécurité au travail avec la Loi 59 et dont le ministre de la Santé a récemment fait part de son intention de « moderniser » la loi sur la Santé afin de mieux flexibiliser (donc précariser) les conditions de travail et permettre une meilleure mobilité de la main d'oeuvre.

Ce projet n'est pas nouveau. Il est dans les cartons depuis des décennies. Charest l'a imposé à travers sa « Réingénierie de l'État » et tous les gouvernements successifs y ont apporté leurs fantaisies sur ce même thème. Legault cependant diffère en ceci qu'il est un vieux routier de la politique au Québec. Il se souvient certainement que ce qui a fait le succès du projet de « déficit zéro » (soit une coupe de 3 milliards de dollars la santé et l'éducation), c'est d'avoir pu compter sur le partenariat des syndicats. Il veut donc se montrer patient et prouver au patronat qu'il est en mesure de gérer les syndicats, en particulier ceux de la fonction publique qui, historiquement, ont mené des batailles intenses contre le gouvernement.

Il sait également que son élection en 2018 est due à l'exaspération des Québécois-es devant l'austérité libérale. En ce sens, se montrer anti-syndical dès son premier mandat serait également coûteux politiquement.

Pour l'instant, sa priorité est d'installer son régime de patrons et actionnaires au pouvoir sur une longue période afin de mener à terme le projet politique de la CAQ. Dans ce contexte, attendre les prochaines élections afin de montrer son vrai visage anti-ouvrier au prix de certaines concessions pour acheter la paix sociale n'est

Exceldor : victoire pour les salarié-es de l'agroalimentaire

Stéphane Doucet

La section 1991-P des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), dotée d'un mandat de grève voté à 96% par ses 525 membres, a déclenché une grève le 23 mai dernier, au grand désarroi de la partie patronale, la « coopérative » Exceldor de St-Anselme. Non loin de l'abattoir d'Exceldor, l'usine de porc d'Olymel à Vallée-Jonction, elle, est en grève générale illimitée depuis le 28 avril, soit environ 2 mois au moment de publication.

Depuis, nous avons droit aux larmes de crocodile de partout: du Ministre de l'agriculture André Lamontagne, des grands médias, même du Premier Ministre lui-même. Pour François Legault, l'euthanasie des poules, faute de capacité dans les autres abattoirs du Québec, c'est du « gaspillage ». À l'antenne de 98.5fm à Montréal, l'animateur Paul Arcand se plaignait pour sa part que les deux parties ne s'entendent pas alors qu'on gaspille de la viande et que des gens au Québec ont de la misère à se nourrir! L'insécurité alimentaire, qui a monté en flèche depuis le début de la crise de la COVID-19, n'a pourtant pas fait l'objet de tant d'attention jusqu'à ce que quelques centaines de travailleurs ne refusent de travailler.

L'ironie de la chose est évidemment que ces ouvriers et ouvrières peinent à mettre de la bouffe sur leurs propres tables avec leurs salaires de misère. Leur solution, qui pourrait sembler évidente, est de se battre pour de meilleurs salaires. C'est ce qu'ils ont obtenu avec leur nouvelle convention collective, approuvée à 66%, avec des augmentations de 19,75% sur 6 ans.

On a eu droit à un barrage médiatique essayant de forcer leur retour au travail. Le Ministre du Travail, Jean Boulet, s'en est mêlé pour essayer de forcer l'arbitrage, un procédé qui favorise la partie patronale dans les conventions collectives. Une médiatrice a finalement déposé une offre adoptée par les deux parties.

qu'un sacrifice mineur. D'ailleurs, pour ceux et celles qui doutent de son aversion contre les travailleur-euses n'ont qu'à se rappeler le parti-pris décomplexé en faveur de la partie patronale dans le cadre de la grève prolongée des travailleur-euses d'ABI et, tout récemment, l'appel aux travailleur-euses d'Exceldor de se joindre à la table de négociations et de mettre fin à leur grève.

À aucun moment le rôle des syndicats ne devrait être d'être « raisonnable » devant les demandes de l'employeur. Sans être déraisonnables et déconnectés de la propension à la lutte des masses ouvrières, les syndicats sont des forces de résistance qui doivent s'appuyer sur le rôle et le potentiel de la classe ouvrière comme acteur central capable de dynamiser les luttes populaires contre le pouvoir du capital. Dans cette optique, les luttes des travailleur-euses du secteur public jouent un rôle central et ce, pour deux raisons. D'une part, la lutte pour des services publics de qualité, pour un monopole public sur ceux-ci et contre les PPP ou autres schémas de privatisation, passe par un réinvestissement et des conditions de travail dignes. Les services publics n'ont pas à être source de profit ni pour l'État ni pour des entrepreneurs capitalistes. D'autre part, en luttant directement contre l'État-employeur, les travailleur-euses du secteur public sont en lutte non seulement contre leur employeur, mais bénéficient également d'un levier direct contre toute politique anti-sociale du gouvernement.

En conséquence, les mobilisations et grèves du secteur public sont éminemment politiques et ont le potentiel de renverser la vapeur sur plusieurs plans. La dernière ronde de négociations a certes réussi à faire reculer le gouvernement, mais elle a également été affaiblie par l'absence de Front commun qui aurait pu, sans aucun doute, agir non seulement sur le plan des conventions collectives, mais aussi sur un plan plus général, plus politique, forçant le gouvernement Legault à battre en retraite et à refinancer massivement les services publics.

Alors que Legault et son gouvernement semblent en bonne posture vers un 2e mandat, il n'est pas trop tôt pour, dès maintenant, convaincre les travailleur-euses du secteur public ainsi que leurs représentants syndicaux de former un front commun intersyndical d'ici les prochaines négociations de 2023.

Post-mortem: nous avons eu droit à un parfait exemple de la solidarité de classe bourgeoise, coordonnée entre les médias, la classe politique et la partie patronale - tous s'entendaient pour dénoncer l'intransigeance d'un petit groupe de travailleurs qui utilisaient leur droit de grève. Ce droit de grève, acquis par le sacrifice et la lutte de plusieurs générations de travailleurs, n'est jamais à l'abri de la classe capitaliste qui essaie de le briguer avec toutes les armes auxquelles elle a accès. Il faut le souligner: Exceldor a accès à tout un appareil politique, économique et médiatique alors que la section locale 1991-P des TUAC n'a seulement le soutien qu'elle peut générer par la solidarité ouvrière. Ce n'est pas un combat à armes égales, ni un combat limité aux quatre murs de l'usine.

Il nous incombe de pouvoir décerner la mauvaise foi de ceux qui nous feraient pleurer le sort des poules euthanasiées - ces poules qui se foutent sans doute si elles crèvent dans un abattoir ou dans une ferme d'élevage - pour mieux cacher la répression d'une grève juste et légitime, pour ne pas dire légale! De même pour la question du gaspillage alimentaire: parlons alors du système agro-alimentaire multinational des grands monopoles qui préfèrent jeter plutôt que de garantir de la nourriture pour tous. Ça, c'est la conséquence des accords de libre-échange qui forcent l'agriculture québécoise à faire compétition à l'agrobusiness états-unien et dont une des conséquences est la monopolisation de l'abattage. En effet, Exceldor et Olymel, à eux seuls, se partagent 96% de l'abattage du poulet au Québec... Ne nous laissons pas distraire par ces discours patronaux déguisés en bonne morale citoyenne: il faut soutenir le droit de grève tel qu'exercé à Exceldor et ailleurs, surtout lorsqu'on essaie de nous tromper sur des enjeux parallèles ou hors sujet. D'ailleurs, seul le pouvoir des travailleur-euses peut mettre fin au plus grand et cruel des gaspillages qui soit: la course aux profits capitalistes.

Centenaire du Parti communiste du Canada

Cent ans de luttes et de sacrifices pour le socialisme à travers dix militant-es communistes

Greg Beaune

Un parti communiste est le fruit de ses cadres, de leurs sacrifices, et de leurs contributions. Quoi de mieux, donc, que de tracer son histoire à travers certains et certaines de ses plus illustres membres. Pour les cent ans du Parti Communiste du Canada, voici donc 10 camarades qui laissèrent une trace indélébile et fondamentale dans notre histoire comme auprès des travailleur-euses et des masses populaires au Québec voire dans le monde.

Norman Bethune



Faut-il réellement rappeler qui est Norman Béthune, Béthune, héros du mouvement communiste non seulement au Canada mais aussi en Espagne et en Chine, à qui la place où nous sommes rassemblés est consacrée? Béthune commença son cheminement vers le communisme à Détroit en 1924, où il demeura quatre ans à soigner les masses ouvrières appauvries. Il y découvrit la misère produite par le système capitaliste. A son retour à Montréal, et ce pendant une période de 10 ans, il se rapprocha de plus en plus des idéaux communistes, et, découvrant les avancées de l'Union soviétique à la suite d'un voyage, rejoignit le Parti Communiste du Canada en 1935. Il organisa le « Groupe de Montréal pour la Sauvegarde de la Santé du Peuple », luttant pour la création d'un système médical socialisé. En 1936 Bethune, avec 1200 camarades Canadiens, se porta volontaire pour porter assistance à la lutte anti-fasciste en Espagne, où il établit la première unité au monde de transfusion sanguine dans des conditions de combat. A son retour au Canada, il travailla dur pour lever des fonds afin de soutenir les Républicains Espagnols, puis, intarissable, se rendit en Chine pour porter main forte au Parti Communiste Chinois dans sa lutte contre l'invasion Japonaise et contre les forces nationalistes. Il y forma de nombreux médecins, infirmier.eres, en plus de son propre apport chirurgical. Il y perdit la vie tragiquement des suites d'une septicémie. Héros non seulement de la médecine populaire, mais aussi du mouvement Communiste au Canada, en Espagne, et en Chine, Béthune reste vivant dans la mémoire de millions de communistes et ce à travers le monde.

Léa Roback

Léa Roback était une membre du Parti Communiste ici à Montréal, où elle travaillait en tant que caissière dans un théâtre. Elle prit connaissance des difficultés auxquelles étaient confrontées les femmes issues des couches populaires dans ces années de crise économique. Peu de moyens de se nourrir et de se loger, tel était le lot des femmes ouvrières sans éducation dans les années 1920. Elle se radicalisa dans son engagement pour le communisme à la suite d'un voyage en Allemagne entre les années 1929 et 1932, où elle lutta avec les membres du Parti communiste allemand contre la montée en puissance du nazisme. Elle dut retourner au Canada en 1932, la situation étant devenue trop dangereuse pour une femme juive et communiste en Allemagne. De retour à Montréal, elle fonda la première librairie marxiste de la ville, et lutta au sein du mouvement féministe pour la reconnaissance du droit de vote pour les femmes ainsi que contre la pauvreté. Elle fut organisatrice de la campagne électorale qui porta Fred Rose au Parlement à Ottawa à deux reprises. Elle fut particulièrement ciblée pendant la grande noirceur de Duplessis, à la fois par la police et par le mouvement fasciste, dû à son engagement politique et à ses origines juives. Toute sa vie Roback fut une camarade profondément dédiée aux luttes contre le racisme, l'exclusion, et l'injustice.



COMMUNIST PARTY OF C



PARTI CO



Annie Buller

Annie Buller était une des membres de premier plan du parti à Toronto pendant les années 1930. Active sur de nombreux fronts, elle dirigea une grève dans le secteur de confection vestimentaire, une industrie largement comprise d'ouvrières sous-payées dans des ateliers de misère et aux conditions de travail effroyable, ouvrières qui jusqu'alors étaient ignorées par les syndicats jaunes pour des raisons sexistes. Elle organisa également les mineurs de charbon à Estevan en 1931, un jour avant que la RCMP n'ouvre le feu sur ces derniers, et arrêtent notre camarade. Malgré deux séjours en prison, Buller continua son activité, et se présenta trois fois à des élections à Toronto, en 1932, en 1952, et en 1957.



Fred Rose



Sam Walsh

Sam Walsh, né Saul Wolofsky, originaire de Montréal, communiste depuis sa jeunesse (il fut convaincu par les idéaux communiste grâce à son frère et suite à sa participation au sein du mouvement étudiant) rejoint le parti communiste. Il quitte Montréal pour Toronto en 1938. Le parti rendu illégal en 1940, Walsh rentre dans la clandestinité, échappant l'arrestation jusqu'à la création du front légal du parti. En 1943, suite à l'élection de Fred Rose, Walsh devient un organisateur permanent du parti. Il est élu en 1948 au Conseil Scolaire de Toronto, et réélu en 1949. En 1960, de retour à Montréal, il aida à la fondation de la section québécoise du Parti qu'il présidera jusqu'en 1990.

Ne Fishel Rosenberg en 1907 à Lublin, en Pologne, Fred Rose immigra au Canada avec sa famille en 1916. Ouvrier électricien, il rejoignit rapidement la Ligue de la Jeunesse Communiste en 1924, à l'âge de 17 ans. Il y milita comme organisateur syndical, luttant pour les ouvriers sans emploi et les travailleurs non-qualifiés. Il fut arrêté à deux reprises pour son activité révolutionnaire, en 1929 et 1931. A partir de 1935, il fut désigné par le Parti pour se présenter aux élections fédérales. En 1936, il arriva troisième dans la circonscription de Cartier à Montréal. Enfin, il remporta en 1943 les élections partielles dans cette même circonscription, devenant le deuxième Communiste - bien que le premier ouvertement - siégeant dans la Chambre des Communes du Canada. En 1945, il remporta sa réélection. En tant qu'élus, il proposa le premier texte de loi pour une couverture médicale socialisée, ainsi que la première proposition de loi pour lutter contre les crimes haineux. Il fit rapidement face à une campagne de dénigrement anti-communiste en 1946, et se retrouvera accusé d'espionnage pour l'URSS, démis de ses fonctions, et emprisonné pendant 6 années. A sa libération, il fut continuellement harcelé par la GRC pendant 3 ans, rendant impossible pour lui d'obtenir du travail. Il partit donc en Pologne. De manière illégale, il fut déchu de sa citoyenneté Canadienne. Il passa le reste de ses jours en exil, malgré son désir de revenir au Canada.

Jeanne Corbin



Jeanne Corbin a rejoint le Parti en 1918 à Edmonton. Enseignante, elle introduit ses élèves aux idéaux socialistes, et est rapidement licenciée et radiée de manière permanente du secteur de l'éducation, fichée comme une « rouge » par la police. Elle tourne alors son attention dans l'organisation des ouvrières sans emploi, en gérant la librairie de l'*Edmonton Labour News Stand*, et éventuellement, en devenant la secrétaire de la Ligue de défense ouvrière du Canada consacrée à la protection des droits des ouvriers grévistes contre les attaques légales et policières. Dans les années 30, à Montréal, elle travaille dur pour organiser les ouvriers francophones. Notamment, en 1931, elle organise la grève de la Bruck Silk Mills à Cowansville. Elle occupe aussi le rôle d'éditrice pour le journal du parti. Toute sa vie, Corbin fait face à un harcèlement constant de la part de la police, et est emprisonnée de nombreuses fois dont en 1934 pour avoir incité et conseillé les bucherons de Rouyn-Noranda à faire grève contre la *Canadian International Paper*. Elle meurt en 1944 à London en Ontario où elle est hospitalisée depuis 1942 au sanatorium Queen Alexandra à cause d'une tuberculose.



COMMUNIST PARTY OF C

Centenaire du Parti communiste du Canada

Madeleine Parent

Madeleine Parent est une figure centrale du mouvement syndical et du mouvement Féministe au Québec. En 1942, âgée d'à peine 24 ans, elle dirige d'importantes grèves dans le secteur du textile dans les quartiers de Saint-Henri et d'Hochelega, une industrie qui, comme nous l'avons vu plus tôt lorsque nous parlions de Buller, était principalement composée de travailleuses féminines sous-payées. Cette même année elle rencontre Kent Rowley, qui devient non seulement son mari mais son camarade dans la lutte. En 1946, elle dirige une nouvelle grève contre l'entreprise de textile Dominion, qui s'obstine à ne pas reconnaître le syndicat. Celle-ci dure 100 jours, et est brisée par Duplessis, ce dernier désignant la grève comme illégale. Parent est promptement arrêtée ainsi que d'autres leaders syndicaux, mais les travailleuses en luttent obtiennent tout de même gain de cause: la grève est victorieuse. En 1947, à nouveau, Parent joue un rôle central dans une grève des travailleurs de la laine, et est à nouveau arrêtée. Elle doit quitter le Québec du fait de la répression intense de Duplessis et s'installe en Ontario. Elle est expulsée du syndicat UTWA pour des raisons anticomunistes. Elle joue un rôle aussi dans la création du Comité d'Action Nationale pour le Statut des Femmes à Ottawa, et lutte pour l'égalité de droit et salariale, en particulier pour les femmes autochtones. De retour au Québec en 1978, elle continue son engagement syndical

des marins canadiens, elle y rencontre son mari, Conrad Sauras, syndicaliste et vétéran de l'armée révolutionnaire de Pancho Villa. En 1957, elle aide son oncle, Léo Lebrun (communiste également) à organiser les cols bleus de Montréal. Elle travaille 34 ans pour le local 301 du SFCP (syndicat des cols bleus de Montréal) où elle s'occupe, entre autres, du journal syndical, La voix des manuels, du secrétariat et des finances. Ardente défenseuse du droit à la santé et sécurité au travail, elle fait partie des pionniers des mécanismes de prévention et de réparation des accidents de travail et de lésions professionnelles développés à partir de 1979 - qui, doit-on le rappeler, sont aujourd'hui mis à mal par la Loi 59. Même après sa retraite, Sauras continue de militer sans relâche. Entre autres, soulignons le fait qu'en 2000, elle se présente aux élections fédérales dans la circonscription de Rosemont - Petite-Patrie. Elle est âgée de 80 ans. À la postérité, elle lègue sa contribution pour le droit de travailler en santé et en sécurité qui continue d'être reconnu : le Syndicat canadien de la fonction publique décerne chaque année le prix Dorothy-Sauras pour souligner la contribution d'une personnalité en matière de santé et sécurité au travail.



Laurette Chrétien

Née en 1926 dans la vallée de l'Outaouais, Laurette Chrétien rejoint le prolétariat industriel à 16 ans. Elle est "bomb girl" dans une usine d'armement pendant la Deuxième Guerre mondiale. Quelques années plus tard, elle rencontre Edward Sloan, ingénieur également communiste (il sera plus tard une figure emblématique du Conseil québécois pour la Paix) avec qui elle élève 5 enfants. En 1962, elle fait partie d'une délégation de la Ligue des femmes du Québec qui se rend à Québec afin de déposer un mémoire réclamant des modifications au Code civil qui, à cette époque, consacre toujours l'incapacité juridique des femmes mariées. En 1975, elle succède à Blanche Gélinas (également communiste) à la Présidence de la Ligue des femmes du Québec. Sous sa direction, la Ligue s'engage pleinement dans les différents aspects de la lutte pour l'égalité des femmes et revendique entre autres la mise sur pied d'un réseau universel de garderies financé par l'État, la décriminalisation de l'avortement et son accès universel, des congés de maternité payés pour les travailleuses et l'équité salariale. Elle est à l'initiative d'une enquête sur les conditions de travail des employées du textile et de la chaussure et lutte activement pour l'unité des femmes québécoises et immigrantes. Pour Laurette, la lutte pour l'émancipation de la Femme est indissociable de la lutte des peuples pour la paix et contre l'impérialisme. C'est ainsi qu'elle engage le mouvement féministe dans la lutte pour la solidarité internationale. En plus de représenter la Ligue des femmes du Québec à l'international, elle organise à Montréal, en 1981, un séminaire tenu sous l'égide des Nations Unies intitulé La femme sous l'apartheid. Cet engagement internationaliste, elle porte jusqu'au bout : jusqu'à la fin, malgré son âge, elle défend sans relâche la Palestine et participe, tous les vendredis, aux piquetages organisés par le collectif Palestinien-nes et Juif-ves unis (PAJU). Également, en 2002, elle participe au Congrès de fondation de l'Union des forces progressistes, défendant sans vaciller les positions défendues par le Parti communiste. Elle décède en décembre 2009 à l'âge de 83 ans.



CANADA

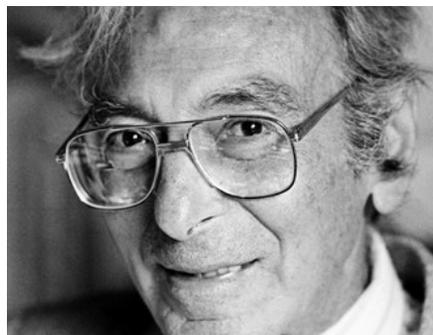


et féministe, jouant un rôle dans la Fédération des Femmes du Québec, mais aussi participant à de nombreuses grèves, y compris après sa retraite, mais aussi aux luttes contre la guerre et l'impérialisme, s'opposant farouchement aux deux guerres en Irak et à l'invasion de l'Afghanistan.



Dorothy Sauras

Elle naît en 1920 sous le nom de Bolduc. Dans l'incapacité de la garder à la maison, ses parents l'envoient dans un couvent des Soeurs Grises où elle "dérange" à cause de ses questions sur la religion. À l'âge de 16 ans, elle rejoint le mouvement communiste dans une période marquée par la montée du fascisme, ce qui l'incite à se mobiliser lors des campagnes de financement de la Ligue pour la paix et la démocratie qui est chargée d'apporter des fonds aux Brigades internationales qui combattent le fascisme en Espagne. Elle participe même, en 1937, aux campagnes qui permettent à Norman Bethune d'établir son hôpital militaire sur la ligne de front en Chine. Cette même année, elle est à l'initiative de la première grève d'employés de bureau du Québec. Secrétaire pour l'Union

LE PONG
ARTISTIQUEGilles Hénault, poète engagé
pour la transformation sociale

Normand Raymond

Considéré comme l'un des principaux fondateurs de la poésie moderne au Québec et, par conséquent, l'un de nos plus grands écrivains canadiens-français, Gilles Hénault a également été journaliste, critique d'art, essayiste, traducteur, professeur, syndicaliste ainsi que militant au sein du Parti ouvrier-progressiste du Canada.

Né dans une famille ouvrière originaire de Saint-Majorique-de-Grantham, dans le Centre-du-Québec, le 1er août 1920, Hénault a d'abord vécu une jeunesse fortement marquée par la pauvreté et la crise économique des années 1930. À cette époque, son père éprouvait beaucoup de difficultés à se trouver un emploi, alors que l'assurance-chômage n'existait pas encore.

En novembre 1946, à l'aube du maccarthysme, Hénault adhère à une cellule clandestine du Parti ouvrier-progressiste (Parti communiste). En 1950, il sera organisateur pour le Syndicat de la fourrure et du cuir à Montréal et, en 1952, travaillera avec Madeleine Parent, pour organiser la grève déclenchée par la Dominion textile, puis avec Léa Roback, au Syndicat des ouvriers unis de l'électricité, avant de se rendre à Sudbury, organiser le Syndicat international des travailleurs des mines, des usines et des fonderies, un syndicat de gauche, pendant près de cinq ans.

Il écrit ses premiers poèmes dès l'âge de quatorze ans, publie sa première suite poétique, L'Invention de la roue, dans la revue « La Nouvelle Relève » en 1941, puis suivront sept recueils de poésie publiés entre 1946 et 1991, lesquels s'intitulent Théâtre en plein air (1946), Totems (1953), Voyage au pays de mémoire (1959), Sémaphore (1962), Signaux

pour les voyants (1972), À l'inconnue nue (1984) et À l'écoute de l'écoumène (1991). Parmi ses influences, on retrouve Baudelaire, Mallarmé, mais aussi Saint-Denis Garneau, un poète bien du terroir, précurseur de la renaissance littéraire au Québec. Dans un entretien accordé au poète et essayiste Paul Chamberland, parue dans Interventions critiques : essais, notes et entretiens, Hénault mentionne que le poète martiniquais, Aimé Césaire, a été un déclencheur important pour lui, parce qu'il situait les surréalistes dans un nouveau contexte, c'est-à-dire celui de l'Amérique française.

Plusieurs de ses poèmes font penser à des tableaux, des mosaïques ou même des fresques. L'œuvre de Gilles Hénault est souvent porteuse d'insubordination et d'une charge rebelle teintée d'humour, avec un brin d'ironie. À la recherche d'une esthétique moderne, ses poèmes sont souvent écrits au futur et en vers libres, n'hésitant pas à faire des jeux de mots, à jouer avec les sons, à créer des images graphiques à l'aide des mots, tout en élargissant les possibilités sémantiques. Pour lui, l'œuvre d'art est « un acte et l'artiste est un homme d'action au même titre qu'un politicien ». À l'instar de son camarade, l'écrivain Pierre Gélinas, reconnu comme l'intellectuel rouge, Hénault ne s'est jamais défini comme un nationaliste, et ses idéaux s'orientaient plutôt vers une fraternité humaine, tenant compte des combats menés dans le monde. Dans une vision d'avenir à la fois surréaliste et révolutionnaire, Hénault croyait fermement à la force de la poésie et de l'art dans notre société et qu'elle en serait le seul recours. « Un jour on va revenir à la poésie », disait-il.

À l'image du poète surréaliste qu'il était, le centenaire de sa naissance qui devait avoir lieu en présentiel l'an dernier, le 1er août 2020, en fut un des plus surréalistes. Puisqu'en raison de la pandémie de Covid-19, les événements prévus pour célébrer sa vie et son œuvre se sont vus transformés en une centaine de capsules virtuelles lancées dans les réseaux sociaux d'Internet, pendant tout le mois de sa naissance. Pour les visualiser ou les écouter afin d'en apprendre davantage sur Gilles Hénault, vous n'avez qu'à vous rendre sur le site des Éditions Sémaphore, maison fondée en 2003 en son honneur, par sa femme, Lise Demers.

Célébration du Centenaire du PCC le 29 mai à Montréal



« Dans ce contexte de crise multifacétée du capitalisme, l'existence d'un Parti communiste résolu de classe qui ne concède rien à la classe dirigeante est plus importante que jamais. Elle est importante, car ce n'est que moyennant notre organisation – l'outil le plus précieux de la classe ouvrière selon Lénine – que nous saurons armer les masses populaires et la classe ouvrière adéquatement pour renverser la vapeur. Car oui, c'est possible! Si les Palestinien-nes qui vivent l'opprobre, l'occupation, l'apartheid voire un nettoyage ethnique de la part de l'État criminel israélien ont espoir de triompher, nous aussi, devons cultiver ce même espoir si caractéristique des révolutionnaires.

Nous devons cultiver cet optimisme dans nos luttes, dans nos luttes pour une reprise populaire à cette crise du capitalisme, dans nos luttes pour la solidarité internationale, la paix et contre l'impérialisme, dans nos luttes pour toute conquête sociale qui permettra d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et des masses laborieuses, mais surtout, nous devons cultiver cet optimisme en même temps que nous affermissons notre conviction que seul la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, c'est-à-dire le socialisme, nous permettra de bâtir un monde sans crises, exploitation ni guerres.

C'est donc avec confiance et le regard résolu tourné vers l'avenir que nous devons aborder ce deuxième siècle de notre existence, car si nous avons un passé glorieux, notre avenir le sera encore plus. » - Adrien Welsh

Solidarité internationale

Chili: victoire des forces populaires

À peine quarante ans après son adoption, la Constitution rédigée par le régime fasciste de Pinochet n'est plus! Le 16 mai dernier, les Chiliens étaient convoqués aux urnes pour élire les 155 membres de l'Assemblée constituante qui devra ébaucher une nouvelle Constitution.

À cette occasion, les forces populaires et progressistes unies dans leur refus du néolibéralisme, obtiennent la majorité absolue avec 117 sièges. Parmi celles-ci, le front dirigé par le Parti communiste, Apruebo Dignidad, a réussi à obtenir 28 sièges. La droite, représentée par Pinera, ne réussit à faire élire que 37 délégués. Deux autres éléments méritent d'être soulignés : la parité complète entre hommes et femmes ainsi que la présence de 17 sièges réservés aux peuples autochtones.

Notons par ailleurs que ces élections étaient également l'occasion d'élire des les 345 maires et 2 252 conseillers du pays. Là aussi, les forces de droite ont connu un revers considérable. Les communistes ont même réussi à remporter la mairie de Santiago, la capitale du pays.

Pour rappel, l'élection d'une assemblée constituante est en soi une victoire populaire puisqu'elle émane d'une mobilisation populaire initiée en 2019 contre l'augmentation de la tarification des titres de transport à Santiago qui s'est rapidement transformée en lutte populaire contre le système économique chilien, l'un des plus inégalitaires et néolibéraux de la région.

En effet, la fortune des milliardaires du pays compte pour 25% du PIB tandis que le taux de chômage s'élève à 55%. Quant aux salariés, 30% d'entre eux ne peuvent compter que sur des contrats d'une durée de 10 mois tout au plus tandis que 50% d'entre eux ne peuvent épargner assez d'argent pour accéder à une retraite digne à cause du régime de pensions entièrement privatisé et par capitalisation. Pour ce qui est des études supérieures et du système de santé, la majorité de la population n'y a pas d'accès, ces deux systèmes étant privatisés et leurs coûts, prohibitifs.

Devant l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement Pinera a déclaré, pour la première fois depuis la fin de la dictature, l'état d'urgence et n'a pas hésité à user de la force pour réprimer les manifestations faisant des centaines de victimes dont plusieurs ont perdu la vue et d'autres, agressées sexuellement.

Malgré la répression, la mobilisation n'a pas faibli. Ses demandes se sont affermies et sont allées jusqu'à réclamer une nouvelle Constitution. À l'automne 2020, le gouvernement convoque un référendum où trois options sont possibles : oui à une nouvelle Constitution écrite par les élus déjà en place, oui à une nouvelle Constitution rédigée par une Assemblée constituante ou non à une nouvelle constitution – cette dernière proposition étant celle promue par la droite et le gouvernement Pinera. La deuxième option l'emporte avec une majorité écrasante.

Même s'il reste plusieurs obstacles avant le remplacement définitif de la Constitution pinochetiste, il reste qu'avec une majorité de militants et un nombre considérable de communistes, des changements sont à prévoir dans ce pays du cono sur qui, depuis 1973, sert les intérêts impérialistes en Amérique latine...

Assassinat de Jovenel Moïse: un danger pour les forces populaires haïtiennes

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada, juillet 2021

Le Parti communiste du Canada condamne l'assassinat de Jovenel Moïse, président de facto d'Haïti, survenu dans la nuit du 6 au 7 juillet dernier par un commando de 28 mercenaires (26 de nationalité colombienne et 2 États-Uniens). Au-delà de l'intrigue politique à savoir qui a subventionné cet attentat, nous nous inquiétons du fait que cette opération ne fait que renforcer l'oligarchie réactionnaire locale en plus de justifier une nouvelle occupation militaire de la part des puissances impérialistes (notamment des pays membres du Core Group dont le Canada fait partie).

Cet assassinat survient dans un contexte d'escalade de violences, mais surtout alors que les masses populaires haïtiennes étaient en pleine mobilisation contre Moïse et en réclament le départ, son mandat étant constitutionnellement terminé depuis le 7 février dernier. Il convient d'ajouter que depuis l'hiver 2020, Moïse gouvernait par décrets, le parlement (acquis à l'opposition au parti présidentiel Tèt Kalé) ayant été dissous après que les mandats sont arrivés à terme et que les élections législatives n'ont pu être organisées faute de conditions favorables notamment à cause de la pandémie.

De plus, Moïse et ses acolytes tentaient de passer en force un référendum constitutionnel qui, selon plusieurs, ferait retourner le pays au temps du duvaliérisme notamment en concentrant encore plus le pouvoir dans les mains du Président et en remplaçant le poste de Premier ministre par un Vice-Président. Moïse justifiait cette manœuvre par la prétention que le système actuel (pourtant hérité de la Constitution de 1987, elle-même fruit des mobilisations populaires qui ont eu raison de Duvalier) était à l'origine du chaos politique dans lequel le pays est plongé.

Or, la crise politique, sociale et économique à

laquelle sont confrontés les Haïtiens est le fruit d'interventions militaires, de coups d'État, de pillage des ressources naturelles et humaines, de néo-colonialisme et d'une classe dirigeante qui obéit au doigt et à l'oeil à l'impérialisme occidental, en particulier canadien, états-unien et français. Qu'un président puisse être assassiné par une poignée d'hommes en est un exemple probant en plus de dévoiler le caractère fantôme de l'État haïtien.

Même si la situation actuelle reste nébuleuse, une chose est sûre : en aucun cas, l'assassinat de Jovenel Moïse ne pave la voie à une issue populaire aux différentes crises en Haïti. Au contraire, parmi les pressentis pour lui succéder, on compte entre autres, Nicolas Duvalier (fils de Baby Doc) et l'ancien macoute Michel Martelly. S'il est un camp qui sort renforcé de cet assassinat, c'est celui des plus réactionnaires et de l'impérialisme, tel qu'attesté par la possibilité réelle d'un déploiement prochain de troupes états-uniennes dans cette nation caribéenne.

Communistes, nous réitérons notre solidarité envers le peuple haïtien. Nous condamnons également la responsabilité canadienne manifestée dans la crise sociale, économique et politique dans laquelle est plongé le peuple Haïtien et ce, depuis plusieurs décennies, notamment en prenant activement part au coup d'État contre le Président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide en 2004. Conscients que la première étape pour une sortie populaire à cette crise passe par la restauration de la souveraineté du pays – si chèrement acquise en 1804 – tant sur le plan politique qu'économique, nous exigeons le retrait immédiat du Canada du Core Group et la fin de toute ingérence dans les affaires internes du pays. Nous nous engageons enfin à nous mobiliser contre toute tentative d'intervention militaire canadienne potentielle suivant cet attentat.

N'ayons pas peur des mots : la Colombie est un État terroriste !

Adrien Welsh

À en croire la propagande médiatique dans les pays impérialistes comme le Canada, le Ouhours seraient victimes de génocide en Chine. De même, le peuple cubain serait victime de représailles des plus sanglantes depuis plus de 60 ans, les Vénézuéliens vivraient sous le joug d'un inexorable dictateur. Pourtant, lorsqu'il s'agit de dénoncer le gouvernement criminel de Bolsonaro ou l'État terroriste colombien dirigé par une clique de narcotrafiquants, ces mêmes défenseurs des droits humains sont beaucoup plus silencieux...

Depuis le 28 avril dernier, le peuple colombien a pris les rues du pays, répondant aux organisations paysannes, autochtones, afro-colombiennes, sociales, syndicales et populaires qui appellent à une grève générale contre une mesure fiscale que le gouvernement tentait de passer en force. Celle-ci entérinerait un allègement fiscal pour les entreprises et les plus riches, faisant porter le fardeau de l'endettement du pays (produit des mesures néolibérales) sur les couches populaires.

Depuis, la répression y est sans commune mesure avec celle, présumée, qu'on impute à Cuba. En effet, depuis les premiers jours de ce soulèvement, on a recensé 4687 victimes de violences policières, 77 assassinats et 2808 arrestations arbitraires. Certes, l'Assemblée nationale du Québec a adopté une motion unanime dénonçant cette répression, mais sans suite. Le Canada a finalement réagi (une semaine plus tard que les États-Unis et l'Union européenne), mais au lieu de s'en tenir à condamner la répression, il n'a pas manqué de semer la confusion en condamnant d'une égale intensité les actes prétendus de vandalisme de la part des manifestants...

Autrement dit, le Canada envoie un message clair au dauphin d'Urribé, Iván Duque, qu'il pourra compter sur l'appui du Canada et qu'il peut continuer le massacre tant et aussi longtemps qu'il défend l'intérêt des minières canadiennes et autres intérêts financiers. Massacre, le mot n'est pas mal choisi : dans ce pays où le

Brèves internationales**Palestine**

La vague de sympathie qu'a suscitée la résistance palestinienne contre les attaques sionistes en mai dernier prouvent que la solidarité internationale, la lutte pour la paix et la justice demeurent un enjeu important auprès des progressistes du monde entier, y compris au Canada.

En effet, des dizaines de milliers de personnes (malgré des conditions marquées par des restrictions sanitaires) se sont rassemblées et mobilisées à travers le pays pour dénoncer les plus de 200 morts, 72 000 déplacés, 1400 prisonniers politiques capturés durant ce soulèvement. Parmi elles, il convient de souligner la mobilisation particulièrement massive des jeunes. Des mots d'ordre comme « Canada – sanctions - Israël » ont non seulement renforcé le mouvement BDS, mais aussi rappelé la complicité du Canada envers l'occupation sioniste. Quant aux travailleur-euses, de l'Italie à l'Afrique du sud, mais aussi à Vancouver, des débardeurs ont, en signe de solidarité, empêché au moins temporairement aux cargos israéliens de mouiller l'ancre.

Cet extraordinaire élan de solidarité, s'il prouve que la cause palestinienne est mobilisatrice, elle prouve également que les forces et la volonté existent pour étendre cette solidarité envers tous les peuples du monde qui luttent contre l'impérialisme, car sans l'impérialisme, le sionisme n'est rien. À l'inverse, toute lutte contre l'impérialisme représente une percée importante pour le peuple palestinien. On peut penser, entre autres, à la lutte acharnée de la Syrie contre les attaques de l'impérialisme et de ses supplétifs (la Syrie reste le seul pays de la région à ne pas avoir fait la paix avec Israël), mais aussi à Cuba socialiste qui, malgré un blocus criminel, continue d'appuyer politiquement et matériellement (notamment en formant des médecins et autres professionnels nécessaires) la Palestine. On pourrait également souligner le rôle du Venezuela bolivarien et d'autres pays du monde. Osons même affirmer que la résistance des peuples à l'impérialisme, tant dans les pays victimes de ce système exploiteur, meurtrier et barbare que les travailleur-euses et masses populaires qui y travaillent est une où les victoires des un-es sont des victoires pour tous et toutes.

Grèce

En juin dernier, les travailleur-euses de Grèce se sont mobilisés contre une réforme antisociale du code du Travail qui met en danger la journée de travail de 8h, rendant possible l'extension de celle-ci à 10 heures et augmentant la durée légale du travail supplémentaire qui se situe présentement à 150 heures par année. Elle entérine également l'utilisation d'une application électronique de suivi des travailleur-euses. Malgré le rejet massif de la part des syndicats (particulièrement par le Front militant de tous les travailleurs, PAME) et plusieurs actions de grève et manifestations, le gouvernement conservateur a réussi à faire passer cette loi le 16 juin dernier, justifiant que celle-ci soit orientée vers la croissance du pays. La vérité est plutôt que le gouvernement grec cherche à faire payer les travailleur-euses pour une crise capitaliste dont le pays ne s'est jamais sorti et pour les visées expansionnistes de la classe monopoliste qui cherche à affirmer sa position impérialiste dominante dans la région. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les dépenses militaires du pays en pourcentage du PIB sont les plus élevées de tous les pays de l'OTAN, États-Unis inclus.

Honduras

Berta Caceres, militante autochtone et écologiste du Honduras, fondatrice du Conseil citoyen des organisations des peuples autochtones du Honduras, a été assassinée en 2016 pour s'être opposée à la construction d'un barrage sur le fleuve Gualcarque. Ce projet, promu par l'entreprise Desarrollos Energéticos S.A. aurait privé d'eau plusieurs communautés. Son opposition lui vaut plusieurs menaces, lesquelles s'intensifiaient après le coup d'État de 2009 (dans lequel le Canada a joué un rôle non négligeable) et où des tentatives de meurtres sont déjouées jusqu'en 2016.

En 2019, sept personnes sont condamnées à des peines de prison de 30 à 50 ans pour son assassinat, mais ce n'est qu'au début du mois de juillet 2021 que le véritable commanditaire de l'opération, Roberto David Castillo, dirigeant de la société Desarrollos Energéticos est enfin reconnu coupable.

Rappelons qu'à la suite du coup d'État de 2009 contre Manuel Zelaya, le Honduras est devenu l'un des pays d'Amérique latine les plus dangereux pour les militant-es progressistes. À la suite de ce coup, visant à déposer un président qui ne cherchait qu'à réécrire la Constitution des années 1980 héritée des décennies de dictatures et à mettre fin au pillage des ressources naturelles et minières du pays par des multinationales, le Canada s'est empressé de signer un accord de libre-échange en 2011. En 2017, des élections frauduleuses portent au pouvoir, envers et contre le gré des Honduriens, un héritier des putschistes pro-impérialistes qui ont participé au coup de 2009.



Solidarité internationale

Cuba : accusons le blocus impérialiste et criminel des États-Unis

En 1986, les pourparlers entre les mouvements de guérilla et le gouvernement aboutissent à un premier accord de paix, lequel sera trahi par les forces gouvernementales qui massacrent 5000 militant-es et ex-guérilleros cette même année. Le conflit reprend, mais à plus forte intensité jusqu'aux accords de paix signés à La Havane, non sans anicroches, à la fin de l'année 2016.

Malheureusement, dans les mois qui suivent, l'extrême-droite colombienne, représentée par Iván Duque, gagne les élections. En farouche opposant au processus de paix, Duque s'efforce de ralentir l'application des mesures que le gouvernement s'était engagé à prendre, notamment une réforme agraire censée redistribuer 3 millions d'hectares à 14 millions de petits paysans. De plus, les zones anciennement occupées par les FARC ont été délibérément laissées à l'abandon et sont aujourd'hui investies par des paramilitaires qui se financent par le narcotrafic. De même, depuis la signature des accords de paix de 2016, plus de 900 dirigeant-es sociaux ont été assassinés.

Les États-Unis et ses alliés impérialistes sont complices de ces décennies de violences. Plus particulièrement, le Canada, qui a signé un accord de libre-échange avec la Colombie en 2011, traite avec ce pays sans se préoccuper des droits humains, encore moins des droits des peuples autochtones, des Afro-Colombiens et des syndicalistes. Et pour cause : ce pays représente un terrain de jeu pour les minières canadiennes. En effet, en Colombie, 40% du territoire est laissé en concession aux entreprises minières, et c'est dans ces territoires que l'on recense 80% des violations aux droits humains, 78% des crimes syndicaux, 89% des attaques contre les personnes autochtones et 90% des crimes contre les Afro-Colombien-nes.

L'influence des minières canadiennes est telle qu'en 2001, elles ont empêché la mise à jour de la Loi sur les mines de Colombie qui proposait des redevances de 14%. C'en était trop, après de nombreuses pressions, celles-ci s'élèvent à... 0,4%!

Récemment, la Caisse de dépôts et de placements du Québec était sur la sellette pour avoir investi, en 2018, 313 millions de dollars dans le projet de barrage d'Ituango, un projet dévastateur pour l'environnement et la survie des communautés locales. Lors de sa construction, des assassinats sélectifs ont été perpétrés contre les populations locales qui s'opposent à ce projet qui, en outre, est empêtré dans plusieurs scandales de corruption et de malversation.

Ajoutons que l'Accord de Libre-Échange a permis l'acquisition par la Banque Scotia de la banque colombienne "Multibanca Colpatría", la cinquième plus importante du pays, ce qui illustre à merveille le schéma le plus classique de l'impérialisme où le capital industriel (minier dans ce cas particulier) s'unit au capital bancaire pour être phagocyté par le capital financier international de sucroit, ajoutant ainsi le partage du monde en zones d'influence à l'équation.

Plus récemment, la Colombie - comme le Brésil de Bolsonaro d'ailleurs - s'est convertie en véritable base arrière pour toutes les forces mobilisées pour un "changement de régime" au Venezuela. Les impérialistes en ont récompensé les compradors et terroristes narcotrafiquants qui ont le haut du pavé en intégrant la Colombie à l'OTAN en tant qu'État partenaire.

Les intérêts économiques et politiques des impérialistes sont trop importants pour qu'ils s'intéressent ne serait-ce qu'une minute aux droits humains allégrement bafoués dans ce pays qui alloue 11,3% de son budget à la défense (lire : à la répression). Pis encore, leurs intérêts sont trop importants pour que ceux-ci appuient le processus de paix puisqu'il implique une redistribution des richesses et une intégration à la vie politique des anciens guérilleros - ce qui donne raison, par ailleurs, à Engels lorsqu'il rappelle, dans la "Préface" aux Lutttes des Classes en France que la bourgeoisie en vient à craindre le suffrage universel plus que les barricades.

Pourtant, c'est justement l'application de ce processus de paix juste et durable qui constitue la clé de voute pour assurer une issue pacifique à cette crise que traverse la Colombie, pour la construction d'une Colombie souveraine.

C'est aussi l'application de ce processus fera la lumière sur la nature réelle de ceux qui y détiennent le pouvoir et sur la complicité de l'impérialisme dans le terrorisme d'État en Colombie.



Les manifestations survenues le 11 juillet dernier à Cuba étaient loin d'être spontanées et honnêtes. Elles ont été coordonnées et financées par des groupes de cubains fascistes liés à l'extrême-droite états-unienne entre autres ainsi qu'aux groupes qui reçoivent, bon an mal an, plus de 20 millions de dollars de la part des administrations états-unien pour déverser leur propagande anti-cubaine sur l'île. Parmi les manifestant-es à Cuba, certains présentaient des revendications légitimes. En effet, la pénurie de matériel médical, d'électricité et de certains produits de première nécessité est réelle. Cependant, la grogne populaire n'a jamais été aussi étendue que ne l'ont laissé entendre les porte-parole officiels de l'impérialisme : beaucoup plus ont répondu aux appels à défendre la Révolution de la part du Président Miguel Diaz Canel qu'aux *gusanos* télécommandés par Washington.

De tous ceux qui se sont improvisés, l'espace de quelques jours, défenseurs la cause humanitaire à Cuba, aucun n'a osé aborder la cause réelle de cette crise économique : le blocus criminel imposé à Cuba depuis 1962. Pourtant, le 23 juin dernier, 184 pays réunis sous l'égide de l'ONU se prononçaient en faveur de la levée du blocus états-unien contre Cuba. Seuls les États-Unis et Israël ont voté contre, tandis que l'Ukraine, le Brésil et la Colombie se sont abstenus, reproduisant une configuration similaire au dernier vote tenu sur le sujet en 2019 (cette motion n'a pas été débattue en 2020 à cause de la pandémie).

Selon les données compilées par le ministère des Affaires étrangères cubain chaque année, le blocus a coûté plus de 5,5 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de plus de 1,2 milliards par rapport à l'année précédente. En plus de la pandémie, le renforcement du blocus, en particulier son expansion aux entreprises d'un tiers pays, compte pour beaucoup dans l'aggravation de la situation économique du pays (dont le PIB a chuté de 11%).

Ainsi, en vertu des quelques 243 restrictions imposées par l'administration Trump (toujours maintenues par celle de son successeur), les filiales cubaines de Western Union ont été fermées, ce qui représente une perte de 470 millions de dollars de remises en moins, un impact considérable pour les familles cubaines, mais aussi pour les micro-entreprises. La baisse draconienne du tourisme (de 75%) représente également un manque à gagner considérable, le tourisme représentant un des moteurs économiques du pays et une des sources principales d'accès aux devises étrangères. Dans ce dernier cas, la COVID ajoute un fardeau à celui du blocus. Quant au secteur de la santé, des dizaines d'entreprises ont été forcées d'arrêter leur coopération avec Cuba (dont le secteur médical correspond à 38% des exportations du pays) sous peine de passer à l'amende par les États-Unis. De

plus, dans le secteur de la recherche médicale, notamment en matière de développement des cinq candidats vaccinaux, Cuba a dû compter sur l'albumine bovine d'Allemagne ou de Nouvelle-Zélande, ce qui engendre des coûts et délais significativement supérieurs que si les scientifiques avaient eu accès à celle produite en Floride. Enfin, on peut souligner la difficulté que représente le blocus en matière de souveraineté alimentaire : le manque d'accès aux intrants agricoles font qu'en 2020, à peine 28% des terres cultivées ont pu être fertilisées, ayant pour conséquence que 67% d'entre elles présentent un rendement insuffisant. Jusqu'à 80% de la nourriture de l'île doit donc être importée.

Comme si ce n'était pas suffisant, ce blocus a également un impact important sur l'accès à l'énergie, ce qui entraîne un effet boule-de-neige dans plusieurs autres secteurs. Comme dans tous les pays, les centrales électriques doivent être entretenues. Or, contrairement aux autres pays, il est impossible, à cause du blocus, de se procurer les pièces adéquates, ce qui rend les réparations beaucoup plus complexes et longues. En conséquence, l'accès individuel à l'électricité est logiquement rationné pour donner la priorité aux hôpitaux et centres de santé. Qu'en est-il des panneaux solaires? Évidemment, ce serait la solution rêvée pour ce pays tropical. Mais là aussi, même si la main d'oeuvre et les compétences techniques et scientifiques existent pour passer à cette source d'énergie renouvelable, l'approvisionnement en matériaux nécessaire à la construction de tels panneaux manque.

En bref, le blocus tient la population cubaine en otage. Son but avoué a toujours été de maintenir l'économie du pays en état de siège et empêcher son développement adéquat et, à plus long terme, de forcer Cuba à capituler. Que ce soit clair : toute personne qui se dit préoccupée par le sort de Cuba sans réclamer la levée immédiate du blocus joue le jeu de l'impérialisme.

Alors que Cuba a, plus que jamais, besoin de la solidarité du monde entier, la patrie de Fidel et du Che ne se dérobe pas à son devoir internationaliste. C'est ainsi que malgré ces conditions hostiles, Cuba a su mettre de l'avant la santé de son peuple et s'est engagée dans une âpre bataille contre la COVID19 et a su mobiliser les efforts nécessaires pour développer cinq candidats vaccinaux dont l'un, Abdala, atteint un taux d'efficacité de 92%. Cuba a, depuis le début, assuré les peuples du monde que son vaccin serait libre de brevet. Honteusement, les gouvernements impérialistes occidentaux (canadien inclus) préfèrent garantir les profits des grands trusts pharmaceutiques en ne le reconnaissant pas.

De plus, les brigades Henry Reeve (candidates au prix Nobel de la paix 2021 remis en 2022) déployées à travers le monde pour lutter contre la COVID19 ont mobilisé plus de 3000 collaborateur-trices (en majorité

des femmes), sauvé quelques 10 000 vies et soigné plus d'un demi-million de personnes. Imaginons un instant le rôle qu'aurait pu jouer Cuba sans ce blocus criminel imposé depuis près de 60 ans.

Même si le Canada, officiellement, ne cautionne pas le blocus contre Cuba, il reste que depuis quelques années, son engagement de plus en plus clair envers une politique étrangère en droite ligne avec celle des États-Unis l'éloigne dans les faits de cette politique historique. De plus, à aucun moment, le Canada n'a osé critiquer la politique des États-Unis vis-à-vis de Cuba.

C'est pourquoi la mobilisation pour exiger du Canada qu'il s'oppose fermement, de façon cohérente et par l'action au blocus états-unien contre Cuba est des plus importantes. En ce sens, plusieurs activités sont organisées, notamment des caravanes de voiture suivies d'un piquetage tous les derniers dimanches de chaque mois.

Pour plus de détails, prière de contacter la Table de concertation et de solidarité Québec - Cuba (tableqccu@gmail.com). Dans le même ordre d'idées, une pétition à cet effet est en cours à la Chambre des Communes, la pétition e-3456, disponible en ligne. À signer et à partager sans modération avant le 25 septembre!

N'oublions jamais que la défense de Cuba et de la Révolution socialiste représente un enjeu qui va au-delà du pays lui-même. Il s'agit de défendre la souveraineté, mais aussi un exemple d'internationalisme qui continue d'inspirer les peuples du monde entier dans leurs luttes pour la paix, la justice et la transformation sociale. De façon plus importante, il s'agit de défendre un bastion socialiste à quelques encablures du coeur de la bête impérialiste. Les travailleur-euses du monde, tous les gens de progrès ne peuvent se permettre de perdre cette bataille si décisive qu'est la défense de Cuba socialiste.



Rassemblement solidaire réclamant la fin du Blocus contre Cuba devant le Consulat général de Cuba à Montréal

Histoire - idéologie marxiste

Lénine et la caractérisation du Canada par Tim Buck



Parmi tous les problèmes où les enseignements de Lénine ont été importants pour les communistes du Canada, celui du caractère de l'État canadien en est un important. La désignation officielle du Canada à cette époque [lors de la création du Parti communiste, ndr] était le « Dominion du Canada ». D'un point de vue formel, les Dominions de la monarchie britannique étaient des dépendances. Il était compris qu'ils étaient en transition d'un simple statut colonial, sans doute vers une sorte de partenaire inférieur de l'Empire britannique, mais sans bénéficier du droit d'amender leur Constitution.

Pour illustrer à quel point cette définition formelle de la souveraineté était devenue, il est intéressant de noter que, de ce même point de vue « formel », le Canada ne possède pas le droit légal de changer sa Constitution présentement [en 1970]. Il en est ainsi car, après que le Parlement britannique adopte le Statut de Westminster [en 1931] qui, entre autres, reconnaît formellement le droit complet et sans conditions aux Dominions de changer leurs constitutions unilatéralement, le Parlement canadien a amendé le Statut en insérant les mots « sauf le Canada » à la fin de cette clause. En d'autres termes, la classe capitaliste canadienne démontre la réalité de sa souveraineté en rejetant la proposition britannique d'y conférer une forme constitutionnelle et en assertant plutôt son pouvoir de perpétuer le prétexte de subordination, prétexte qui lui paraissait utile en particulier dans son exploitation du Canada français.

Mais en 1929, le Statut de Westminster n'avait pas encore été acté par le Parlement britannique et les communistes canadiens partageaient l'illusion qui prévalait, soit qu'étant un « Dominion » du Souverain britannique, Canada n'était nécessairement en fait une dépendance britannique.

Notre demande en faveur de l'indépendance canadienne était centrée sur l'indépendance bourgeoise de la couronne britannique. Nous ne précisons pas que gagner une telle indépendance signifiait notre révolution démocratique-bourgeoise, mais c'était l'essentiel de notre demande. [...]

D'une certaine façon, le Parti communiste était en avance sur les partis bourgeois à cette époque. Nous reconnaissons le changement de relation entre l'influence des impérialismes britannique et états-unien au Canada. Nous soulignons que les investissements des États-Unis excédaient déjà ceux de la Grande-Bretagne et croissaient plus rapidement, puis que l'influence britannique serait supplantée par celle des États-Unis si le processus continuait. Mais en étions arrivés à la conclusion simpliste que la lutte entre ces deux géants mèneraient à la guerre. [...]

Nous avons théorisé que même si les questions décisives et les intérêts de ce conflit à venir étaient ceux des deux impérialistes géants, les combats prendraient la forme d'une guerre civile au Canada au cours de laquelle nous étions convaincus que nous-mêmes et les travailleurs révolutionnaires, la classe ouvrière et ses alliés démocratiques répudieraient les deux géants impérialistes et brandiraient la bannière de l'indépendance canadienne. C'était, nous le croyions, notre voie vers le socialisme. [...]

La correction de nos erreurs a été initiée par un coupe de communistes canadiens qui étudiaient à l'école Lénine [de Moscou]. Dans leur étude de l'oeuvre de Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Leslie Morris, John Weir et Sam Carr en sont venus à la conclusion que toutes les caractéristiques décisives de l'émergence de ce qui transforme le capitalisme classique marqué par la compétition « libre » en capitalisme monopoliste, soit en impérialisme, avaient muri au Canada. Ils ont écrit un article collectivement où ils étayaient leurs conclusions et l'ont envoyé à la direction du Parti.

Leur article nous a forcé, en fait, il a incité le Parti dans son ensemble, à étudier le classique de Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme et à réévaluer notre caractérisation de l'État canadien.

À travers cette étude et par l'impact de la critique des étudiants, Lénine nous a délivrés de la conception kautskienne populaire selon laquelle la caractéristique décisive de l'impérialisme consiste en la « lutte pour l'annexion », que ce qui constitue l'impérialisme n'est que la possession de colonies et l'oppression des peuples. Pour la première fois, nous reconnaissons clairement l'importance de l'accent répété que Lénine met sur le fait que l'impérialisme est un stade historique spécifique du capitalisme qui «émerge en tant que développement et continuation directe des caractéristiques générales du capitalisme. Mais le capitalisme ne devient impérialiste qu'à un stade bien défini et hautement développé, lorsque certaines de ses caractéristiques commencent à se transformer en leur contraire, lorsque l'époque où la transition du capitalisme en un système social et économique supérieur commence à prendre forme et à se révéler dans tous les domaines... Le stade monopoliste est la transition du capitalisme vers un système supérieur.»

Encore aujourd'hui, alors que je copie cette citation, je ressens un désir d'en souligner chaque phrase. L'étude de cette déclaration nous a ouvert les yeux et a marqué le début de notre compréhension. Ce n'est que tardivement que nous avons réalisé que l'oppression politique et la double exploitation des centaines de milliers de personnes en Inde, en Afrique, aux Philippines, en Chine et dans d'autres territoires coloniaux et semi-coloniaux, que les maux que les démocrates dénonçaient et considéraient comme partie prenante de l'impérialisme n'en étaient ni l'essence, ni la source. Enfin, avec l'aide de Lénine et du «coup de pied au cul» de nos camarades étudiants, nous avons compris que l'impérialisme capitaliste était le produit des lois inhérentes au capitalisme. Le caractère d'un État, la question à savoir s'il fait partie du système capitaliste - impérialiste et s'il prend part à l'exploitation et à l'oppression, ou à l'inverse, s'il fait partie de la majorité de l'humanité exploitée et opprimée, est déterminé par le niveau de développement de la société capitaliste qui le maintient et qui l'opère, pas seulement par le fait qu'il annexe ou pas des territoires coloniaux. Aussi surprenant que cela puisse paraître aujourd'hui, c'était une révélation qui a révolutionné notre compréhension de l'impérialisme.



Quarante ans après la publication de ce texte, il ne fait aucun doute que le Canada demeure un pays impérialiste. Sur le plan international, sa participation de plus en plus active aux tentatives impérialistes de «changement de régime», les minières canadiennes hégémoniques à travers le monde en sont deux exemples probants. De même, le fait que ce pays soit construit sur et continue de bénéficier du vol généralisé des terres autochtones, du génocide des Premières nations, Métis et Inuit, de l'oppression nationale et de l'exploitation sans merci de la classe ouvrière en est une preuve tout aussi éloquente. Économiquement, la domination des monopoles est un élément caractéristique comme l'est l'union du capital bancaire et industriel en capital financier.

Cependant, une question mérite d'être posée : faut-il être «anti-Canada» ou anti-impérialiste?

Certes, dans leur forme de surface, les deux se recoupent sur plusieurs points. Cependant, il y a une différence de taille. Dans un cas, il s'agit de lutter contre un État, dans l'autre, contre un système global.

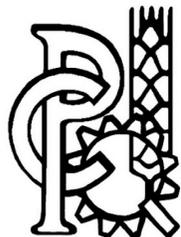
Être anti-Canada, c'est prendre pour acquis que ce pays possède un statut spécial, un statut de «super-impérialiste» qui lui justifierait un traitement spécial, à part des autres pays impérialistes. C'est également oublier qu'au sud de la frontière s'étendent les États-Unis dont l'influence grandissante sur les plans culturel, économique et politique au Canada est néfaste pour la classe ouvrière en général comme pour les nations opprimées. C'est d'ailleurs à travers cette influence, à la fois cause et justification, que la bourgeoisie monopoliste canadienne s'em-

barque de plus en plus dans les aventures bellicistes états-uniennes. Or, être anti-Canada, c'est justement amoindrir l'impact de l'impérialisme états-unien sur les masses laborieuses, ce qui revient à adopter une position éminemment réactionnaire.

Être anti-impérialiste, à l'inverse, c'est comprendre que la lutte des peuples du Canada s'inscrit dans une lutte populaire globale où le cadre étatique représente le lieu où s'articulent les luttes des classes de la façon la plus avantageuse pour les travailleur-euses. C'est également comprendre que, puisque l'impérialisme représente le stade suprême du capitalisme, il n'y aura aucun autre stade de développement de ce système putride et barbare, ce qui veut dire que le stade impérialiste est le stade des révolutions socialistes.

Forts de cette conclusion, nous ne pouvons que rappeler que le Canada actuel, bien qu'il soit impérialiste et bâti sur la barbarie colonialiste, a le potentiel de devenir ce partenariat égal et volontaire entre toutes les nations qui habitent ce territoire, mais aussi le potentiel de défendre tous les peuples du monde en lutte contre l'opprobre et la domination.

À ce propos, ceux et celles qui conspuaient la Russie tsariste comme prison des nationalités n'ont-ils pas eu foi envers les Bolchéviques qui, sans être nihilistes devant leur patrie, ont réussi à transformer cette prison en union libre des Républiques soviétiques?



**PARTI COMMUNISTE
DU QUÉBEC,
SECTION DU PARTI
COMMUNISTE DU
CANADA**

5359, AVENUE DU PARC
MONTREAL, H2V 4G9
PCQPCC@GMAIL.COM
WWW.FACEBOOK.COM/
PCQ1965/

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!
6 numéros pour 25\$

NOM: _____
ADRESSE: _____

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc,
Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



Abonnez-vous à
Rebel Youth - Jeu-
nesse militante, le
magazine bilingue
de la Ligue de la
jeunesse commu-
niste.

ry-jm.ycl-ljc.ca

PEOPLE'S VOICE

**NEWS FOR PEOPLE
NOT FOR PROFITS!**

\$30 pour 1 an \$50 pour 2 ans
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL _____

Envoyez à: **PEOPLE'S VOICE,**
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1